

Vers une anthropologie de la perception sur la fonctionnalité de l'Etat au Mali
Regard croisé des acteurs sur la capacité et la crédibilité de l'Etat

Auteurs ¹:

Ambroise DAKOUO
Sociologue

Boukary SANGARE
Anthropologue social

[Le présent regard croisé restitue les expériences vécues et les perceptions des groupes d'acteurs (institutionnels, sociaux, universitaires, privés), recueillies à la suite d'une collecte de parole. L'analyse de l'appréhension actuelle des groupes d'acteurs sur le fonctionnement de l'Etat au Mali empruntent des trajectoires de plus en plus semblables.

Ce travail de synthèse rend compte des énoncés et des mécanismes collective *dans une conjoncture* d'hostilité, de rejet ou d'assentiment sur la fonctionnalité, la capacité et la crédibilité de l'Etat au Mali].

Mars 2012

¹ Les auteurs **Ambroise Dakouo** et **Boukary Sangaré** sont membres de l'Alliance malienne pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA/ Mali), ils co-animent la coordination Gouvernance, Décentralisation et Développement Local (GDDL) au Mali.

L'échec de l'Etat en Afrique n'est pas seulement celui d'une greffe qui en fragilise les fondements. Il est aussi celui des politiques qui lui ont été imposées depuis le début des années 80. Les Etats africains sont nés sous le règne de l'état-providence mais ont été incapables de répondre aux besoins matériels de leurs populations et d'assurer la paix et la stabilité sociale. Avec de faibles capacités d'intervention, il est inapte à assurer les missions qui renforcent son unité, donc dans une certaine mesure, sa légitimité à l'égard des populations².

Concernant le Mali, après une cinquantaine d'années d'indépendance émaillées par trois régimes politiques (1960-1968, 1968-1991, 1991 à nos jours), le pays a entamé ces dernières années des réformes importantes consacrant des changements notoires dans la gouvernance du pays. Pour mieux appréhender les défis et enjeux liés à la question de l'Etat au Mali, et d'enrichir les débats, il a été décidé de produire un regard croisé sur les perceptions de différentes catégories socioprofessionnelles sur la fonctionnalité, la capacité et la crédibilité de l'Etat. La question de l'Etat étant indissociable de la perception qu'en ont les différentes composantes sociales.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique a consisté à procéder à la collecte de paroles d'un certain nombre d'acteurs sociaux professionnels à partir de l'outil fiche d'expérience. Cet outil a pour mérite de faire ressortir l'expérience concrète des acteurs sur une thématique donnée. D'où sa nécessité dans un thème aussi sensible que celui de l'Etat. Les données issues des fiches d'expérience sont centralisées et traitées via le logiciel dénommé DESMODO qui est un outil d'analyse transversale. Les groupes d'acteurs auprès desquels la collecte a eu lieu sont : **les acteurs institutionnels** (le personnel administratif, les politiques, les institutions), **les acteurs de la société civile** (les autorités traditionnelles, les autorités religieuses, les organisations de la société civile), **les acteurs du secteur privé** (les professions libérales, etc.), **les universitaires** (les enseignants : chercheurs, etc.).

AXES D'ANALYSE

❖ Fonctionnement

Un Etat ne peut bien fonctionner sans implication effective des citoyens dans le débat public. Au Mali l'Etat, l'Etat fonctionne et repose sur le régime démocratique. En effet, il est incarné par des institutions qui jouent plus ou moins leurs rôles et participent à la consolidation de cette jeune démocratie.

Cependant l'institution judiciaire est celle qui a été le plus décriée par les différents acteurs et c'est à l'aune de son bon ou mauvais fonctionnement que beaucoup juge la fonctionnalité de l'Etat. Il est à noter que la justice est affublée de tous les maux : corruption, favoritisme, injustice, malhonnêteté etc.

² Gouvernance en Afrique : Pour une nouvelle ingénierie institutionnelle qui codifie la pluralité des légitimités : des propositions pour refonder l'Etat. Cahier n) 2010-04

❖ **Capacité**

Dans la vision du citoyen lambda, un Etat n'est jamais incapable, il est l'alpha et l'oméga en même temps comme pour donner raison à Thomas Hobbes qui caricaturait le pouvoir comme un Léviathan³.

Avec une conception patrimoniale du pouvoir, la perpétuation d'une administration coloniale, le manque de vision et de projet commun, les mauvais choix de priorité dans les dépenses publiques, le clientélisme, la corruption et le favoritisme ethnico-clanique, ou encore la faible valorisation des compétences et des ressources en tous genres, la capacité est aujourd'hui caractérisée par des insuffisances chroniques et des déséquilibres sociaux et territoriaux sans cesse grandissants.

Si le défi majeur du développement est le bien-être des populations, l'une des réponses à ce défi réside dans la capacité des pouvoirs publics à offrir aux populations – à toutes les populations – des services publics de base (éducation, santé, justice etc.), en quantité et en qualité satisfaisantes.

❖ **Crédibilité**

Le laisser aller et le laxisme des chefs de service au sein de l'administration malienne fait légion. Leur comportement est dommageable pour les usagers qui se sentent démunis, et sont obligés de se soumettre à leur bon vouloir, même pour des choses auxquels ils ont droit. Tout cela décrédibilise l'Etat et alimente la rupture de confiance entre état et citoyens.

Si nous sommes d'accord que l'Etat fonctionne par les institutions mises en place, il est impératif que les personnes qui incarnent ces institutions fassent preuve de respect des règles et procédures de gestion de ces institutions. Faute de quoi, il sera porté atteinte à la crédibilité de nos institutions et par ricochet à l'Etat. Aussi c'est une réalité qu'au Mali le social tient une place non négligeable dans les rapports quotidiens cependant il faut savoir faire preuve de rigueur pour éviter l'imbrication du social dans la gestion administrative sensée satisfaire l'intérêt général.

ELEMENTS DE REFLEXION

Appropriation

L'appropriation de l'Etat au Mali suppose la prise en compte des aspirations communes et des réalités socio culturelles du peuple avec en toile de fond le respect de la diversité et la valorisation des savoirs. C'est à partir de ces bases que naît la motivation, l'adhésion et la conscience citoyenne face aux engagements pris et aux responsabilités conférées. Cela suppose également que les dirigeants dès le départ tiennent compte de ces principes en associant les différentes couches socio professionnelles dans l'élaboration des politiques publiques. Or ce qui est à l'œuvre dans notre pays c'est le dictat des dirigeants qui s'arrogent tous les droits dans l'élaboration des politiques publiques en installant un Etat providence avec des gammes de services non adaptés. L'Etat « moderne » au Mali a donc fait l'objet d'une appropriation biaisée par ses dirigeants. Cela se répercute également au niveau des comportements des citoyens. Il ya manifestement un problème d'appropriation de l'Etat par les citoyens, ils ont du mal à se l'approprier dans ses grands fondements à cause des difficultés de d'appréhension de ce qu'il est réellement. D'où les dérives de gouvernance décriées par tous les acteurs abordés au cours de leurs récits d'incohérence et de complémentarités logiques dans la délivrance des services renforcées par des structures opaques, peu fonctionnels faisant ressortir des faiblesses à tout le niveau. Une entreprise de sensibilisation et de formation civique des citoyens sur l'Etat s'avère nécessaire car le

³ Un animal qui fait peur et qui est super puissant.

comportement des acteurs trouve sa source dans la mécompréhension sur l'Etat et les concepts qui lui sont associés.

Imprégnation

L'imprégnation d'une chose passe par la recherche et la compréhension de ses contours afin d'en avoir les orientations précises. Or c'est ce qui fait défaut au niveau des cadres à la tête des institutions. Comme le prouvent les résultats de la collecte, il faut interroger le mode de recrutement des cadres qui fait l'objet de suspicion de népotisme au détriment de la compétence. Sous ce rapport, il ne peut y avoir de professionnalisme dans la délivrance des services. L'inefficacité des cadres et l'anarchie dans le service fait suite entre autres à un manque d'imprégnation. Cela a pour conséquence la divagation, le laisser aller, et les négligences dans le travail des agents au sein des administrations et institutions.

La réponse au problème de déficit d'imprégnation pourrait venir de l'exigence des stages plutôt que de l'emploi direct. Mieux pour une plus grande harmonie il faut procéder à la formation continue et au recyclage des cadres.

Par ailleurs l'Etat doit faire en sorte que le citoyen soit informé, sensibilisé sur le fonctionnement des institutions de la république à travers la communication et l'information (émissions radiophoniques /télévisée, sketches, conférences etc.). Le citoyen doit être mis au fait et imprégné de tout ce qui se passe au sein des institutions. Pour mettre fin aux abus et situation de non droit, il faut une formation civique du citoyen sur l'Etat, insister dans chaque métier sur la morale professionnelle, et de façon plus générale agir dans le sens d'une prise de conscience de tous. Il y a une symbolique de l'Etat qui est avant tout une continuité, c'est cet aspect qui doit guider les esprits pour ne pas personnaliser à outrance les postes publics.

CONCLUSION

Les questions de capacité, de fonctionnalité et de crédibilité de l'Etat sont plus que jamais d'actualité au Mali. En effet l'Etat et de manière plus générale les institutions, sont confrontées au quotidien à des défis de gouvernance, et cela dans tous les domaines. Si en matière de fonctionnalité, et de capacité beaucoup d'acquis qui sont autant de motifs de satisfaction peuvent être mentionnés tels que : l'existence de structures pérennes d'appui sectoriels (santé, éducation, chômage...), l'implication de la société civile et de la presse pour la promotion de l'Etat de droit, l'existence d'une constitution précisant les règles de fonctionnement de l'Etat et celle du jeu politique, des lacunes importantes demeurent, dont l'existence de doublons dans la mise en œuvre de certaines politiques publiques, l'essor des pratiques corruptives, clientélistes et népotistes au sein des services de l'Etat, le règne de l'arbitraire, le développement de l'impunité, les difficultés d'appropriation par les populations des cadres légaux et institutionnels et de manière plus globale le mauvais fonctionnement des institutions.

Au regard des trois axes d'analyse retenus (fonctionnalité, capacité et crédibilité), il ressort du discours de tous les acteurs qu'il y a en la matière des dysfonctionnements graves, particulièrement concernant des domaines clés tels que l'éducation, la justice, etc.